L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Journal, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

VENDREDI, 25 JUILLET 1884.

OFFICIEL.

Lois votées par l'Assemblée Générale DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION REGULIERE DE 1884.

No. 71.] LOI

Amendant et décrétant à nouveau l'Article 2315 du Code Civil.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'Article deux-mille-trois centquinze (2315) de Code Civil est amendé et décrété à nouveau, comme suit: "Article 2315. Tout acte quelconque d'un individu qui cause un dommage à un autre, oblige celui qui l'a commis à le réparer; le droit de pareille action survivra, en cas de mort, au bénéfice des enfants mineurs ou de la veuve du défunt, ou au bénéfice d'aucun de ceux-là; et à défaut de ceux-là, ce même droit subsistera en faveur du père ou de la mère, pendant une année, à compter de la date du décès. Les survivants susmentionnés pourront aussi recouvrer des dommages, résultant pour eux de la mort du parent ou de l'enfant, ou du mari ou de la femme, selon que le cas se présentera."

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juin 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme,
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 72.] LOI

Prescrivant le délai dans lequel les Juges de District et les Juges des Cours de Cité décideront les procès portés devant eux et par eux pris en considération; pourvoyant à la déclaration de jugements, et à l'action des appels dans les dites affaires, en dehors du terme régulier et en certaines circonstances; décrétant aussi des pénalités pour toute violation de ces Actes.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'il sera du devoir des juges de district et des juges des cours de cité de rendre jugement dans toutes les affaires par eux prises en considération, sous un délai de trente jours à partir de la date à laquelle les dites affaires auront été soumises à leur décision. S'il n'y a pas de terme de la cour, de session régulière durant ces trente jours, alors ils décideront les dites affaires dans les trois premiers jours du terme suivant de la cour.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Sur demande et contentement des parties, entre eux, admettes ou écrits et figurant au dossier, le juge de district et les juges des cours de cité devront, dans les procès à eux soumis comme il est dit plus haut, transmettre leurs décrets au greffier de la cour, qui entrera les dits décrets sur le registre. Et tout décret pareil aura la même force de loi que s'il avait été rendu en pleine cour. Et dans tous les dits procès, où il y aura droit d'appel, le juge de district et les juges de la cour de cité, en même temps qu'ils rendront leurs décrets, devront se contenter en ordre d'appel, et fixer le montant des cautionnements respectifs, quand la loi n'y aura pas pourvu. Et toute partie aura le droit, en enregistrant le cautionnement ainsi requis, de prendre son appel, lequel appel aura le même effet légal que s'il avait été interjeté en pleine Cour. Il sera du devoir du greffier, immédiatement après avoir reçu les décrets de la Cour, ainsi qu'il est dit plus haut, de les enregistrer et d'en donner notice à toutes les parties au procès, ou à leurs avocats, à moins que les parties ou leurs avocats n'aient renoncé à ce droit de notice; et il sera du devoir du shérif de servir les dites notices. Le délai que les lois actuelles accordent aux parties pour prendre un appel, sera supputé, dans les cas où des décrets auront été rendus en chambre comme il est porté en section 1, à partir de la date du service des dites notices aux parties ou à leurs avocats, à moins qu'il n'ait été renoncé à celle-ci. Et s'il y a été renoncé, comme il est dit plus haut, les délais d'appel seront comptés à partir de l'enregistrement des décrets rendus en chambre.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc. Dans tous les cas où une affaire aura été entendue et prise en considération par le juge, si le juge, devant lequel l'affaire a été plaidée meurt, se démet ou est destitué, ou si son bail d'office expire, avant jugement rendu dans la dite cause, alors son successeur décidera l'affaire sur les témoignages au dossier, si tous les témoignages ont été pris par écrit. Mais s'il s'agit d'un procès où les témoignages n'ont pas été pris par écrit, le juge successeur décidera l'affaire sur un exposé des faits, s'il en est un figurant au dossier; ou si les parties au procès acceptent un exposé des faits. Mais si les témoignages n'ont point été recueillis par écrit et qu'il n'existe point d'exposé des faits alors la cause sera plaidée de nouveau.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que tout juge, de ceux mentionnés au présent Acte, qui en violera les dispositions et les décrets, perdra un trimestre de son traitement par chaque violation; et cet argent fera retour au fonds des écoles publiques. Et il sera du devoir des greffiers des dites Cours de donner à l'Auditeur des Comptes publics notice de chacune de ces violations, et ils devront lui donner les noms publics retenirs le montant de ce trimestre, ainsi qu'il est ici stipulé.

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc., Que toutes lois ou parties de lois incompatibles, en conflit avec les dispositions du présent acte sont et demeurent par lui abrogées.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No 737 LOI

Amendant et décrétant à nouveau un Acte No 27 de la Session extraordinaire de 1877, approuvé le 28 mars 1877, intitulé: "Acte limitant les délais dans lesquels les réponses des tiers-saisis pourront être contredites ou réfutées, et abrogeant toutes lois ou parties de lois incompatibles ou en conflit avec les clauses de cet Acte."

Section 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'Acte No 27 de la Session extraordinaire de 1877, intitulé "Acte limitant les délais dans lesquels les réponses des tiers-saisis pourront être contredites ou réfutées, et abrogeant toutes lois ou parties de lois incompatibles ou en conflit avec les clauses de cet Acte", approuvé le 28 mars 1877, est amendé et décrété à nouveau comme suit: "Désormais dans toutes affaires où il y aura tiers-saisi, dès que la réponse de ce tiers-saisi aura été enregistrée, le greffier de la Cour donnera au demandeur ou créancier avis de cet action de garnissement; lequel notice sera servie au demandeur ou créancier saisissant de la même façon que sont servies les assignations dans les procès ordinaires. Et dans tous les cas où le demandeur ou créancier saisissant désirera contredire ou réfuter les interrogatoires posés à un tiers-saisi, de par un writ d'attachment (saisie) ou de fieri facias, il devra dans les vingt jours judiciaires suivant le service de la notice d'enregistrement de la réponse du tiers-saisi, à lui transmise selon qu'il est spécifié ci-dessus, enregistrer en Cour un rule ou instituer telles autres procédures contre le tiers-saisi, dans le but susdit. Et faute au demandeur ou créancier saisissant d'enregistrer un rule ou d'instituer d'autres procédures, comme il est dit plus haut, toutes propriétés, tous droits ou crédits aux mains du dit tiers-saisi seront, par le fait même de cette négligence, considérés comme dégagés de la saisie sous l'empire du writ d'attachment ou de fieri facias. Et aucunes procédures d'aucune nature ne seront permises subséquemment qui pourraient en aucune façon assujettir les dites propriétés, les dits droits ou créditz aux dits writs avant qu'il y ait eu préalablement une nouvelle saisie et service de nouveaux interrogatoires.

Pourvu que dans cet Acte rien ne sera interprété comme privant, en aucun temps, demandeur ou créancier saisissant du droit de tenir le tiers-saisi responsable des réponses par lui faites aux interrogatoires.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que toutes lois ou parties de lois incompatibles ou en conflit avec les clauses de cet Acte sont et demeurent par le présent abrogées et cet Acte sera en force à partir de son adoption.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 74.] LOI

Pourvoyant à la permutation des Juges de District dans tout l'Etat.

Section 1. — Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'en outre des clauses de la loi actuellement en existence et relative au jugement des affaires réousées dans les diverses Cours de District de l'Etat, tout ci-dessus Districts d'une même paroisse ou d'un même district auront le droit de permutation entr'eux pour juger et décider toutes affaires où il y aura ainsi récusation.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., qu'il sera du devoir des Juges de District, de s'accommoder comme ci à cette heure? Tu vas empêcher les gens de dormir.

—Il n'est pas encore minuit! C'est pour ne pas laisser prendre de mauvaises habitudes aux voisins!

Un parisien rencontrant un ami de collége qu'il n'a pas vu depuis trente ans:

—Comment, c'est toi, c'est vous?.. Au fait, je ne sais plus si je vous tutoie ou si je ne te tutoie pas.

Les Bitters de Hostetter répondent admirablement aux besoins de toutes, en voyageur de commerce et en colon: fortifiant, en effet, les organes digestifs, relâchent l'énergie physique et rétablissent la santé. Ils préviennent les fièvres et la malaria, la constipation et la dyspepsie; ils stimulent l'action des reins et de la vessie, entièlement et purifient le sang. Les personnes sensibles de la faiblesse, de, physique ou mentale, trouvent dans leur emploi fer et agrément. A vendre par tous les [illegible] et les marchands en général.

Pensée d'*album*:

Ce qu'il y a de plus difficile, ce n'est pas de manger, c'est de digérer; ce n'est pas d'acquérir de la fortune, c'est de savoir s'en servir.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 25 juillet 1884.—Température—Beau temps, température stationnaire, vents du sud.

Température du 24 juillet 1884
Thermomètre de C. DURAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 heures du matin	81	27½
Midi	84	28½
2 P. M.	85	29½
6 P. M.	85	29½

Jeudi, 24 juillet, 1884, 2 p. m.—Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes

Atlanta	89	Louisville, Ky	94
Augusta, Ga	93	Memphis, Tenn	93
Corsicana, Tex	93	Mobile, Ala	90
Cairo, Ill	91	Montgomery, Ala	93
Chattanooga, Tenn	93	Nashville, Tenn	93
Cincinnati, O	91	New Orleans, La	86
Davenport, Iowa	77	Omaha, Neb	80
Dubuque, Iowa	76	Pittsburgh, Pa	79
Galveston, Texas	90	Savannah, Ga	92
Indianola	88	Shreveport, La	93
Keokuk, Iowa	86	St. Louis, Mo	93
Key West, Fla	90	St. Paul, Minn	85
La Grosse, Wis	83	Vicksburg, Miss	90
Leavenworth, Kan	83	Yankton, D. T	78

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Joseph Seahaffer à Mlle Christina Flagg;
David Dimery à Mlle Virginia Hite;
Frank J Benton à Mlle Mary V Battalora;
Moses Prophet à Mlle Mathilda Jackson.

Naissances.

Mme Charles Krause, un garçon, 9 juillet;
Mme Peter Munster, une fille, 29 juin;
Mme Thomas Dwyer, une fille, 29 juin;
Mme Michael Irwin, une fille, 23 juin;
Mme Joseph Johnson, une fille, 30 juin;
Mme A Albert, une fille, 5 février;
Mme Jules Chapolt, une fille, 11 juillet;
Mme L Richhorn, une fille, 17 mai;
Mme Frank Ax, un garçon, 18 juillet.

Décès.

Anderson Noble, 16 ans, Alger;
Kelley Patterson, 8 ans, 80 rue Troisième;
Silvere Landry, 20 ans, coin Decatur et Dauane;
Oscar Rodrigues, 44 ans, 77 rue Désiré;
Joseph Clann, 10 heures, 324 rue Decatur;
Augusta M Pottharst, 4 ans, 40 rue Washington;
Mme Ora F Pender, 15 ans, rue Première, entre Howard et Freret;
Charles Cross, 24 ans, coin Prieur et Union;
David A Tennent, 72 ans, 87 rue Bourbon;
Giuseppe Di Antoni, 28 ans, 94 rue Ursulines
Joseph H Meyar, 3 mois, Son Shore Camp Grounds;
Amelia P Dannemann, 6 mois, rue Jersey, entre Marengo et Milton;
Ba-tha Franklin, 9 mois, rue Laurel près Milan;
Ernest Shall, 8 mois, rue Troisième près Washington;
Geo L De Lesamont, 24 ans, 107 rue Constance;
A B de Villeneuve, 39 ans, 171 rue Quartier
Mme Mary Job, 41 ans, 49 rue Hutchins;
Mme Vve Magdalan Schabert, 65 ans, coin Desiré et Dauphine;
Mme Charlotte Daacher, coin Gentilly et Castillon.

Voyageurs arrivés.

CITY HOTEL.

S D Denny, Moss Point, Miss; D C Durham, Meridian, Miss; George Lewis, Canton, Miss; Jno B Livessey; Dalton, Ga; S Mills Mallicat, Mme E A Mallicat, Assumption; H Selmsky, Beaumont, Texas; J Wood, Pittsburg, Pa; J J Gee, Miss; T C Bedsher, Columbus, Miss; Mme George Harvey et enfant, Canton, Miss; J P Collier, Hazlehurst, Miss; N E H D Mukhin, Texas; N C Blanchard, femme et deux enfants, Shreveport; J P Burrouch, Texas; Grand Rapids; Dr Chas H Young, Belleville, H L Gill, La; W N Hixsur, San Francisco; J Mack, Sheldon, Ill; Mlle F J Longuire, Amite City.

Ventes inscrites aux bureaux de l'annotateur des aliénations;

Félicie Meilleur à E. Martin, trois terrains et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Troisième, Adams, Hillary et Zimpel.....$300

Henry Gieseman à William Schroder, quatre terrains et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Poydras, Perdido, Johnson et Galvez.....$600

William B. Thomas à John Thompson, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Ell, Delachaise, Prytanée et Collége.....$1,500

Mme Chas Erbe à Mr Schubert, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Clouet, Montégut et Peter.$350

Mme E. L. Walch à Mme Antoine M. Estèves, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Bienville, Conti, Rendon et l'avenue Hagan.....$75

Ventes du percepteur—Cour civile;

Mme Vve Jos. Hepburn à Mlle Léonie Pichot, un morceau de terre situé sur le Bayou St-Jean, ayant 3 arpents de face au bayou sur 40 arpents de profondeur.....$16.06

J. Adolphe Caron à John Scheurman, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Claiborne, St. Bernard, Antonin et Robertson.....$16 83

Le même à A. Arnould, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Marigny, Champs Elysées, Villeré et Robertson.....$19 36

L. L. Arnould, même, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Union, Prosper, Français et Claiborne.....$15 82

J. Adolphe Caron su même, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Claiborne, St. Bernard, Antonin et Robertson.....$19 82

Antoine Delaunay à Odile Fisher, quinze terrains et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Bertrand, Deslondes et Urquhart.....$15 29

Mme Espinosa à Chas. G. Bader, un terrain et bâtisses dans l'Ilet compris entre les rues Claiborne, St. Bernard, Antonin et Robertson.....$16 83

Cour Civile de District—Mme F. P. Hood demande une séparation de corps et de biens d'avec son époux, R. J. Hood.

Mme Anna Jobert demande, elle aussi, une séparation de corps et de biens d'avec John Austet, son époux.

Les successions de Caleb April on Gottlieb April, Charles Papini et Thomas White, ont été ouvertes.

L'infirmation d'un jugement rendu par la Première Cour de Cité est demandée dans l'affaire de J. et F. Everett contre Peter Jones et la Compagnie d'assurances Crescent, *in solido*.

Cour criminelle—Section B—juge Baker—Simon Loscher pour blessures sur la personne de Vincent Ilrich, a été trouvé coupable et recommandé à la clémence de la cour.

John McNeil, l'assassin de Auguste Burke, a été trouvé coupable d'actes de violence sur la personne de Anne Johns. Le clémence de la cour a été implorée pour lui aussi.

Le jury ne s'est pas entendu dans l'affaire de J. A. H. S. Kelly, accusé de vols de fait sur la personne de Lucrèce Anderson.

Les plaintes déposées contre Louis Britton et Peter Burns ont été retirées.

Une accusation de larcin est formulée contre Mike King, Fred Robinson et Joseph O'Neil.

Association Sanitaire Auxiliaire.—Il y a eu une réunion intéressante hier soir, du Comité exécutif de cette Association, sous la présidence du Rév. Dr S. Palmer. A cette réunion ont assisté MM. Gutheim, Schmidt, Ginder, Kohn, Slaybock, Jackson, Levy et Labouisse.

Dès l'ouverture de la séance, le secrétaire a donné lecture de toutes les communications adressées à l'Association, entr'autres, un rapport du Bureau de Santé de l'Etat du Tennessee où sont consignés de précieux renseignements, de nombreuses statistiques.

Le Comité de finances a accusé en sa possession les dernières souscriptions recueillies:

Louis Goldstein & fils	$ 10
Richardson & May	150
A. Brousseau's Son	50
E. Bell	15
Compagnie d'Assurance du Croissant, W. R. Lyman, Président	100
Lucas E. Moore & Cie, agents Harrison Line Steamships	100
Compagnie d'Assurance du Rhin, J. A. Chaleron, Président	100
S. Dalhheimer & Cie	25
Total	$650

Le comité dit "Flushing committee" annonce, non sans une vive satisfaction, que la machine à desséchement de la rue Bienville subit des réparations qui permettront à l'Association de s'en servir sous peu. Tous les canaux du second district auront de l'eau en abondance, dès que la machine fonctionnera, car elle est d'une très grande puissance.

Un cas de fièvre, sur le caractère de laquelle les médecins ne sont pas d'accord, s'étant déclaré et terminé fatalement, rue Troisième, le comité a cru de son devoir de faire des visites domiciliaires dans toutes les maisons dans le voisinage.

Depuis l'année 1879, cette rue Troisième a été l'objet d'un entretien soigneux de la part de l'Association. La chaussée en a été réparée récemment, et le comité affirme qu'il n'est pas de rue en ville dont les conditions de salubrité soient meilleures.

MM. John Phelps et Chs. Mascady désirent avoir soumis à un consciencieux examen les régistres de l'Association tenus par le Trésorier, M. Henri Ginder, et les avoir trouvés en parfait état. Ces deux messieurs parlent en termes louangeux du système, de l'ordre qui se remarquent dans les livres de M. Ginder, un des officiers les plus zélés de l'Association.

Les dernières heures des condamnés—C'est aujourd'hui, entre midi et trois heures, que deux exécutions capitales auront lieu dans notre ville.

Un événement de ce genre ne laisse jamais une communauté froide, indifférente; et, si odieux qu'aient été le crime, le criminel trouve toujours des cœurs faibles, cléments qui s'intéressent à son sort. C'est affligeant à dire, mais la peine capitale est une nécessité sociale; son abolition donnerait lieu, dans le pays où nous vivons, à des excès sans nombre; chaque jour aurait sa tragédie, et la sécurité personnelle ne serait plus qu'un vain mot.

Nos lecteurs se rappellent sans doute les circonstances dans lesquelles les crimes des deux suppliciés, Victor Eloi et Kendrick Holland, se sont produits, crimes horribles dont l'expiation aura lieu dans quelques heures.

Hier soir, en compagnie de représentants de journaux, de membres de la Société de St-Vincent de Paul et d'employés de la prison, nous sommes allés voir les deux condamnés dans leurs cellules.

Nous avons trouvé Eloi dans un profond recueillement devant un crucifix, égréenant son chapelet. Le malheureux a paru content de serrer la main à ses visiteurs; il s'est même montré empressé auprès d'eux, leur offrant à boire, voulant allumer plusieurs bougies pour mieux éclairer son humble réduit.

Eloi est un créole, bien apparenté, nous assure-t-on. C'est un homme de taille moyenne, grêle, portant toute la barbe et ayant une chevelure opulente d'un noir de jais; il a un cheveu blanc. Il se dit âgé de 32 ans.

Il s'est laissé très volontiers interroger par nous. Son débit était rapide et semblait trahir quelque émotion; mais jamais il n'a fait allusion à son crime. Il nous a dit qu'il était en prison depuis deux ans et demi, mois et qu'il avait beaucoup prié pendant toute la durée de sa réclusion.

Dans la journée, Eloi a fait son testament en présence de sa vieille mère et d'une sœur de charité qui lui a prodigué bien des consolations dernièrement.

A sa mère, il a légué un grand crucifix devant lequel il s'est souvent prosterné dans ses moments d'isolement, il lui a légué aussi deux livres de prières.

A la bonne Sœur, il a fait don de deux tableaux, l'un de la Ste-Vierge, l'autre de St-Joseph. Il a demandé que son chapelet et un crucifix qu'il a porté sur sa personne depuis sa condamnation à mort, fussent déposés dans son cercueil.

A dix heures hier soir, Eloi et Holland se sont rendus dans la chapelle pour y passer la nuit en prières.

Nous n'avons pas causé avec Holland; mais il nous a paru parfaitement résigné à la mort. Lui aussi, est converti à la religion catholique. Il s'est montré plus sobre de paroles que son compagnon d'échafaud.

Au moment où nous quittions la prison, d'autres membres de la Société de St-Vincent de Paul venaient passer la nuit avec les deux suppliciés.

A cinq heures ce matin, la messe sera dite à leur intention et la sainte communion leur sera donnée.

Le shérif criminel, M. Charles Butler, et tous ses employés ont entouré les deux malheureux de nombreuses bontés; il n'est pas, en effet, de leurs désirs qu'il n'ait été prévenu, pas une de leurs volontés qui n'ait été satisfaite.

Il est à peu près certain qu'ils ne fléchiront pas au dernier moment, qu'ils affronteront la mort avec courage.

Le shérif nous prie d'annoncer qu'aucune personne ne sera admise dans la prison avant midi.

Accident.—A onze heures et demie, cette nuit, un convoi du chemin de fer du West End arrivant en ville, a écrasé, rue du canal, au coin de la rue Robertson, un individu du nom de Michael Larkin, demeurant rue Delord, 126. Lorsque le malheureux a été ramassé, il n'avait plus forme humaine, tant le convoi lui était passé dessus.

Un irrépressible.—La police a eu du fil à retordre, l'avant-dernière soirée, pour opérer l'arrestation d'un Apollon en goguette du nom de Dave Grace, arrestation qui, après tout, n'en a pas été une, car, le prisonnier avîné a brisé les menottes qu'on lui avait mises aux mains et s'est réfugié chez lui jetant à la face des agents de l'autorité le défi de le venir reprendre.

Ce Grace a révolutionné tout son quartier par son outrecuidance, par ses violences d'actes et de langage; et contre qui en avait-il? c'est ce qu'il est impossible de savoir: peut-être contre les macaques que les fondeurs de son quartier mettent dans son imagination surexcitée.

L'engence *Hoodlum* tient décidément le haut du pavé. Il nous faut tous les jours, à notre profond regret, nous occuper d'elle, raconter ses hauts faits.

Nos lois ne sont pas assez draconniennes pour se faire craindre de ceux qu'elles frappent.

Incendie.—A la naissance du jour, hier, le feu s'est déclaré d'une façon inexpliquée, à l'arrière partie de la maison du résidence rue Gasquet, 216, occupé par Mme Mooth et M. John Bly. La maison appartenant à ce dernier, a été complètement consumée, de même que les meubles de M. Mooth.

Les flammes se sont propagées rapidement et ont atteint la maison contigue, portant le No 218, habitée par Mme Carpenter d'un côté, et M. Mooney, de l'autre.

La bâtisse, 214 rue Gasquet, a subi aussi quelques avaries; et les meubles qui y trouvaient ont été considérablement endommagés.

Paragraphes.—Le Commissaire intérimaire des Travaux publics a résolu, pour un laps de temps, le menace que lui fait celui-ci, d'user de son pouvoir pour obtenir le nettoyage des ruisseaux de la rue de la Douane. Le Commissaire repousse l'accusation de négligence dont il est l'objet, et affirme avoir fait son devoir fidèlement. C'est sur la police et non sur lui que doit retomber le blâme.

—La police s'est emparée des circonstances entourant le différend entre M. J. S. Boudreau et sa femme, et sait de cette dernière qu'elle a été blessée par son mari. L'état de Mme Boudreau n'est pas grave, de l'avis du Dr W. H. Riley. M. Boudreau a été mis en état d'arrestation et subséquemment relaxé sous caution.

—Un vol de vêtements s'est fait hier, à la maison de pension de M. A. A. Schulz, rue St Charles, près Poydras. M. Schultz fait peser ses soupçons sur un de ses pensionnaires qui pourrait fort bien être l'auteur du vol.

—Wm Beecher, conducteur, et A. Clark, mécanicien du convoi du chemin de fer du West End qui a écrasé l'enfant Ileyl, le 15 de ce mois, ont tous deux été innocentés par le coroner Davey.

—La foudre est tombée avant hier sur le toit d'une maison située 508, rue Baronne, et y a mis le feu. Une alarme d'incendie a été donnée, et les pompiers sont arrivés sur les lieux à temps pour conjurer tout danger d'un grand incendie.

—Un *dummy* de la compagnie des chars de Carrollton a écrasé une vache, avenue St. Charles, coin Walnut. La bête a eu une patte complètement tranchée du corps.

—J. A. Lunday, homme de couleur, a été mis hier, sous les verrous pour avoir attenté aux jours de sa femme.

—Louis Bellange a été incarcéré pour vol commis chez M. Heidingsfelder, rue St. Philippe, 62.

Extraits du compte-rendu de la séance du 16 juin dernier, de l'Académie des Sciences de Paris:

M. Chevreul signale un procédé inventé par M. Arnaud, aide-naturaliste au Muséum, à l'aide duquel on peut facilement reconnaître la présence de l'acide azotique dans les tissus des végétaux. Il place sous les yeux de l'Académie une préparation qui montre une tige de pariétaire dans une solution faible d'acide chlorhydrique. La tige est recouverte de petits cristaux jaunâtres d'azotate de potasse. Ce procédé peut rendre d'excellents services aux sciences médicales.

—M. Lauth adresse une note dans laquelle il explique comment il est parvenu, en traitant le zinc par l'azotate de potasse, à le débarrasser du fer, du carbone, de l'arsénic et même de l'antimoine avec lesquels il peut être mélangé.

M. Bourbouze annonce qu'il est parvenu à exécuter une soudure très satisfaisante sur l'aluminium en plongeant ce métal dans un bain d'étain et d'aluminium à température convenable.

—Il résulte, de recherches récentes de MM. Landouzy et Hipp. Martin, que chez les fous en apparence parfaitement sains d'intellect, la tuberculose la tuberculose existe à l'état latent, attendant, pour se développer, des circonstances favorables. En effet, si on prend des fébrin du foie ou du poumon sur ces fous et si on les inocule à un animal sain, on provoque une tuberculose généralisée. L'hérédité de l'affection se trouve ainsi démontrée de la manière la plus certaine. On comprend, sans qu'il soit nécessaire d'y insister, les conséquences pratiques de ces constatations.

Un demande à un docteur américain un remède contre le choléra.

—Yes, dit le docteur, buves du thé, *for ever*.

—Tiens! moi qui ne peux souffrir que le thé fort et noir!

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

Mortalité par le choléra.

Paris, 24 juillet—Dix décès sont survenus hier soir à Marseille; 20 à Toulon et 30 à Arles en deux jours. Presque tous les habitants de cette dernière ville ont fui.

Paris, 24 juillet—On annonce officiellement que l'épidémie de choléra diminue à Marseille et à Toulon.

L'état sanitaire de Paris est excellent.

Paris, 24 juillet.—Seize décès par le choléra ont été rapportés aujourd'hui à Marseille entre 11 à m. et 6 p. m.

Marseille, midi, 24—Six décès de cholériques ont été constatés depuis 9 heures à l'hôpital Phare. Il y a eu cinq décès et cinq cholériques guéris depuis hier soir.

Il y a encore 80 cholériques à l'hopital.

Il s'est laissé très volontiers interroger par nous. Son débit était rapide et semblait trahir quelque émotion; mais jamais il n'a fait allusion à son crime. Il nous a dit qu'il était en prison depuis deux ans et demi, mois et qu'il avait beaucoup prié pendant toute la durée de sa réclusion.

La situation à Marseille est des plus sombres.

Le directeur de la Banque de France.

Marseille, 24 juillet—L'aspect en cette ville devient de plus en plus sombre. Il n'arrive plus qu'un steamer par semaine d'Algérie.

La ligne de steamers faisant les voyages en Syrie a suspendu. Les paquebots de l'Amérique du Sud ne s'arrêtent plus dans ce port. Les bureaux de la douane et les quais sont désertés.

Beaucoup d'entierements se font à nuit et les inhumations ont lieu à l'aide de lanternes.

Le Maire a interdit la foire annuelle et les processions du 15 août.

Le directeur de la Banque de France a eu une entrevue avec les chefs des maisons de banques en cette ville et il a été convenu de repousser la requête des marchands de prolonger le temps du paiement des billets d'o. Dans des cas spéciaux le renouvellement des billets sera accordé.

Sénat.

Paris, 24 juillet—Aujourd'hui au Sénat, M. Léon Say dit qu'il est opposé à la révision de la Constitution. Il considère cette mesure comme un expédient électoral qui affaiblirait et le Sénat et la République. Il appuiera le bill amendé, dit-il, si le gouvernement veut lui donner son appui à la Chambre des Députés.

Paris, 24 juillet—Rentes 77 fr 5c.

Conférence méthodiste.

Londres, 24 juillet — A la conférence méthodiste qui a eu lieu à Burslem, le Rév. M. Young et M. Whitehead ont donné des détails sur leurs récentes visites en Amérique, comme délégués de la conférence générale.

Ils ont parlé en termes très élevés M. Mallet, leurs hôte, et ont donné plusieurs statistiques intéressantes de la force et de son extension.

Banquet naval.

Londres, 24 juillet.—Les officiers du vaisseau amiral de Nelson, le Violent, à Portsmouth, donnent un banquet le 31 juillet à Philadelphie; l'amiral Hornby y présidera.

Le Complot à Varsovie.

Varsovie 24 juillet—Une enquête établie relativement au complot trame pour faire sauter le palais pendant la visite du Czar à Varsovie, indique que les conspirateurs avaient adopté plusieurs plans rédigés avec soin. Après le meurtre du Czar, leur intention était de provoquer une rébellion en Pologne et dans la Russie occidentale; de piller les juifs et les commerçants riches à Varsovie et s'emparer des armes qui se trouvent à l'arsenal.

Démonstration religieuse.

Souakim, 24 juillet—Comme les fêtes de Ramazan, commencent aujourd'hui, on s'attend à une attaque formidable sur cette ville par les rebelles.

Grève.

Posth, 24 juillet—Les maçons-briquetiers veulent une diminution des heures de travail, ce sont eux en grève. Ils ont essayé de démolir une bâtisse; la police est parvenue, non sans grande difficulté, à rétablir l'ordre.

Assemblées prohibées.

Berne, 24 juillet.—Toutes les assemblées de l'armée du salut, sont prohibées en cette ville.

L'Angleterre et la Hollande.

Londres, 24 juillet, 24—Le comte Granville refuse d'accéder à la proposition de la Hollande, de bloquer toute côte d'Achin afin d'obtenir la mise en liberté de l'équipage du steamer Nisero.

Le steamer espagnol Gijon.

Londres, 24 juillet—Le steamer espagnol Gijon qui a heurté le steamer anglais Lathom, avait à bord 113 passagers et 77 hommes d'équipage.

Vingt-trois passagers et 29 hommes d'équipage ont débarqué à Corona.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

WASHINGTON.

L'expédition Greely.

Washington, D. C., 24 juillet—D'après le programme arrêté par le secrétaire de la guerre et le secrétaire par intérim de la marine, les navires de l'expédition de secours Greely avec les survivants et les corps des victimes de l'expédition, partiront de St-John le 25 ou le 26 courant et se rendront directement à Portsmouth, où ils seront reçus officiellement par le secrétaire de la marine, les officiers de l'escadre du nord de l'Atlantique actuellement en de port et les autorités locales et de l'Etat.

Le Lieut. Greely et les survivants débarqueront à Portsmouth et les navires se rendront ensuite à New-York avec les corps des victimes qui seront débarqués à Governor's Island, et confiés à la garde du Major-Général Hancock. Celui-ci les transférera aux parents et amis qui voudront les réclamer.

Les navires sont attendus à New-York vers le 1er août.

Au cas où quelques-uns des corps ne seraient pas réclamés, ce qui est probable quand aux étrangers qui se trouvent parmi ceux-ci, ils seraient alors inhumés au cimetière Green-wood, à New-York.

Les officiers de l'expédition de secours se rapporteront probablement dans le courant du mois prochain à Washington.

Le Lieut. Greely refuse une réception publique.

Newburyport, Mass., 24 juillet—Le maire Johnson a reçu la dépêche suivante:

"Acceptez mes remerciments sincères pour vos bonnes intentions.

"Le chirurgien croit qu'il serait prudicieux, à cause de ma faiblesse physique, d'accepter une réception publique. Je recevrai tranquillement avec le plus grand plaisir nous mes compatriotes pendant mon séjour à Newburyport.

Signé: A. W. GREELY."

Le comité d'arrangements fera ériger une plateforme d'où le Lieut. Greely pourra passer en revue la procession.

Des arrangements seront faits conformément à la dépêche ci-dessus:

On cessait d'obtenir que le Bear transporte les invités de Portsmouth à ce port le jour de la réception.

LES PROHIBITIONISTES.

Seconde journée de la Convention.

Pittsburg, 24 juillet—La Convention du parti de Prohibition s'est réunie à 9 heures de matin.

Une motion est faite de procéder à l'appel des Etats pour la nomination des candidats à la Présidence des Etats-Unis. Adoptée.

Lorsque l'Etat de la Californie est appelé, M. Babcock se lève et présente le nom de Rév. R. H. Donald.

M. George C. Christian, de l'Etat de l'Illinois, se lève ensuite et présente le nom de l'ex-gouv. St. John. Il dit que ce nom est répandu partout et qu'en lui sont concentrées toutes les forces du mouvement de la Prohibition.

Le gouverneur est un homme qui est corps et âme dévoué à la cause. Il deconnerait un parti l'influence de la force morale, à moins qu'il ne fût qu'un autre candidat ne pourrait atteindre.

Au nom de la délégation de l'Illinois, dit l'orateur, j'ai l'honneur de présenter comme candidat à la Présidence de parti prohibitionniste, un homme qui a dévoué sa vie à la prohibition constitutionnelle et qui se nomme Jno. P. St. John [Applaudissements prolongés].

Un député du Kentucky et un délégué du Maine secondent la nomination de M. St. John, comme le meilleur prohibitioniste qui soit en Amérique: comme un homme possédant une plus grande et une plus longue expérience des affaires exécutives de l'Etat que M. Jas. G. Blaine. Grover Cleveland ou benj. F. Butler, ses concurrents.

La nomination de M. St. John est secondée aussi par M. W. W. Saterlee, du Minnesota.

La motion est alors faite de suspendre les réglements et de nommer M. St. John par acclamation.

Un amendement est présenté alors demandant qu'on fasse l'appel des Etats. Adopté.

M. Chopin seconde la nomination de M. St. John et dit que la lutte présidentielle sera entre le candidat de la prohibition et M. Cleveland.

Un moment avant qu'on procède à l'appel des Etats, MM. Gideon, Stewart Black et autres retirent leurs noms. Le nom de M. St. John reste seul devant la Convention.

On procède à l'appel des Etats et M. St. John reçoit les 602 votes de la Convention.

Un comité est alors nommé pour informer le gouverneur St. John de sa nomination.

On procède ensuite à la nomination des candidats à la Vice-Présidence.

Un député du Connecticut présente le nom de M. Jno. P. Rogers, du Connecticut; M. Duell, du Maryland, présente le nom de M. Daniel du Maryland.

M. Babcock, de la